Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Regionales-2010-premieres-analyses

Régionales 2010 : premières analyses et interrogations

- S'organiser... - FV&R le PCF ! -

Date de mise en ligne : mardi 23 mars 2010

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Les dernières élections régionales témoignent de la crise persistante du système politique et interrogent le Parti communiste quant à sa stratégie et son avenir.

C'est pourquoi, pour des raisons d'efficacité et de respect de la démocratie, il faut différer le congrès prévu en juin : s'il se tenait dans moins de trois mois, il ne permettrait pas aux adhérents de participer à l'indispensable débat approfondi qu'exige la situation, qu'il s'agisse des questions essentielles posées à la société ou de l'existence du Parti demain.

Nous livrons ici une première analyse qui ne pourra que s'enrichir des discussions à venir au sein du PCF.

Abstention et vote sanction

Atteignant 53,64% au premier tour (+ 20 points par rapport à 2004) et 48,8% au second tour (+ 15 points), elle traduit le fossé croissant entre la représentation politique, les institutions et le peuple et témoigne de la perte de confiance dans le politique.

Elle touche toutes les catégories sociales mais plus particulièrement les catégories populaires : 62% des ouvriers se sont abstenus le 14 mars.
L'exclusion croissante des plus exploités du système politique aboutit à une confiscation de la vie politique par une minorité.

L'abstention renvoie le PCF à l'affaiblissement de son lien avec le monde populaire qui représente par nature l'essentiel de son électorat.

Par ailleurs, avec 11,4%, le Front national a pu se maintenir au second tour dans 12 régions et obtenir une centaine d'élus. Il réalise ses meilleurs résultats en Paca et dans le Nord-Pas-de-Calais. Face à la crise économique et à la crise du système politique, son score confirme la permanence de ses idées et leur pouvoir de nuisance.

Ceux qui se sont mobilisés ont choisi majoritairement un vote sanction contre la droite et le gouvernement, dont le premier bénéficiaire est le Parti socialiste. Tandis qu'Europe Ecologie, sans retrouver son score des européennes, s'installe dans le paysage politique.

Les résultats du Front de gauche

Dans cinq régions la majorité des communistes avait décidé de se présenter avec le PS dès le 1er tour et dans dix-sept le choix avait été celui du Front de gauche.

Dans trois de ces régions (Alsace, Franche-Comté, Poitou-Charentes) le Front de gauche n'a pas atteint les 5%. Il réalise entre 5 et 10% dans 10 cas et dépasse les 10% dans quatre régions où les listes étaient conduites par des

Copyright © Le Vénissian

communistes populaires et clairement identifiés : Nord-Pas-de-Calais, Auvergne, Corse et Limousin. Dans les trois premières le PCF avait été à l'initiative de listes indépendantes en 2004.

Si, avec 1 137 250 voix, le Front de gauche fait mieux que Marie-Georges Buffet aux présidentielles (707 268 voix), son résultat reste cependant très loin des 9% réalisés par les candidats communistes aux cantonales de 2008, avec 1 175 529 voix sur seulement une moitié de cantons renouvelables.

On peut comparer les résultats avec ceux de 2004 dans quatre régions où le PCF avait présenté des listes conduites par des communistes : Nord-Pas-de-Calais avec Alain Bocquet, Ile de France avec Marie-Georges Buffet (liste de Gauche populaire et citoyenne), Auvergne avec André Chassaigne (liste de large rassemblement) et Corse avec Dominique Bucchini.

- En Auvergne, André Chassaigne, qui a mené une campagne de dirigeant communiste, réalise le meilleur score national avec 14,26% et un gain de plus de 13 000 voix sur 2004. Notons qu'entre les premiers tours des législatives de 2002 et 2007, le candidat communiste A.Chassaigne était passé de 9 664 voix et 22,90% à 43,76% et 17 979 voix. S'il y a bien dynamique, elle ne semble pas avoir attendu le Front de gauche pour se manifester.
- Dans le Nord/Pas-de-Calais, la liste conduite par Alain Bocquet obtient 10,8% (+0,12% par rapport à 2004) et 132 435 voix (-40 000).
- En Ile-de-France, la liste conduite par Pierre Laurent perd en pourcentage et en voix. 189 193 voix et 6,55% en 2010 pour 263 920 voix et 7,20% en 2004, soit -74 727 voix. En Seine-Saint-Denis, le Front de gauche perd 3% et 20 646 voix. Ce résultat confirme les défaites aux municipales et la perte du Conseil général en 2008 et interroge quant aux résultats de nos dirigeants.
- Reste la Corse où Dominique Buccini réalise une belle performance puisqu'il multiplie ses voix presque par 3. C'est une dynamique exceptionnelle dans une région exceptionnelle.

Il faut souligner également le très bon résultat obtenu dans le Limousin au premier (13,13%) comme au second tour (19,10%) par la liste de large rassemblement, allant bien au delà du Front de gauche, ayant comme tête de liste un communiste clairement identifié, Christian Audoin.

L'analyse affinée des résultats du Front de gauche confirme d'ailleurs que pour l'essentiel ils sont dus à l'électorat le plus mobilisé du PCF.

Si le Front de gauche apparaît comme la première force de "la gauche de la gauche" - dont le total de voix cumulées est en baisse par rapport à 2004 et aux européennes de 2009 -, il ne profite pas pour autant du recul du NPA et de Lutte ouvrière.

Ses résultats n'en font pas une force alternative au PS et au social libéralisme. Il se confirme finalement l'absence d'une dynamique populaire nationale qui se traduirait dans le vote et permettrait de faire reculer l'hégémonie du PS et de ses alliés.

Moins d'élus communistes

Le nombre de conseillers régionaux communistes passe de 191 en 2004 à 95 avec un total de 102 pour l'ensemble du Front de gauche.

Cette perte de la moitié des élus communistes est directement liée au choix du Front de gauche. Il a fallu négocier

deux fois. Une première fois avec nos partenaires du Front de gauche, sans aucune référence possible à des choix antérieurs des électeurs. Une seconde fois avec un PS arrogant en raison de son résultat alors que le poids des écologistes a augmenté. Comment imaginer une gauche de combat plus forte dans les conseils régionaux avec des élus communistes nettement moins nombreux ?

Par ailleurs la division a coûté très cher en Picardie (aucun élu) où les communistes auraient pu passer la barre des 10% s'ils s'étaient rassemblés sur la liste conduite par Maxime Gremetz.

Pas d'élus non plus en Languedoc-Roussillon, où la bataille menée par les communistes pour la présence d'une liste autonome a contraint Martine Aubry à présenter la liste Mandroux au premier tour : une basse manoeuvre politicienne qui permet de re-gauchir le blason du PS, tout en renforçant au final la réélection du populiste Georges Frêche, soutenu par l'essentiel des élus socialistes de la région.

En Picardie, Languedoc-Roussillon, Île-de-France, PACA... des élus communistes sortants ont choisi de partir dès le premier tour avec le PS à l'image de Robert Hue, contre l'avis majoritaire des communistes. D'autres, en région parisienne, ont rejoint des listes d'Europe Ecologie. Nous attendons toujours que la direction condamne ces attitudes qui brouillent un peu plus l'image nationale du PCF.

Le Front de gauche, force d'appoint du PS ?

Le congrès de décembre 2008 a acté la volonté majoritaire des communistes de continuer le PCF.

La direction a imposé le Front de gauche en reprenant à son compte l'exigence des militants de s'émanciper de la tutelle du PS, tout en accréditant l'idée que le Parti communiste était trop faible pour aller seul à la bataille alors même que les cantonales de 2008 témoignaient de nos capacités de reconquête.

N'oublions pas non plus que, quelles que soient les formes de rassemblement mises en oeuvre, elles ne pourrons déboucher sur les changements fondamentaux indispensables sans la présence d'un Parti communiste organisé et influent.

Certains n'ont voulu voir dans le Front de gauche qu'une nouvelle alliance tandis que d'autres annonçaient d'emblée leur volonté d'en faire une nouvelle force politique.

Des communistes attachés à faire vivre et renforcer le PCF se sont engagés dans cette démarche faute de mieux, avec la volonté que le PCF pèse le maximum dans cette bataille, dans l'espoir d'une rupture avec une politique d'alignement sur le PS.

Leur travail est un point d'appui important pour contrecarrer les volontés liquidatrices et assurer l'existence à venir du PCF. Mais cela ne modifie pas le sens général assigné au Front de gauche.

Nous récusons le Front de gauche considéré comme nouvelle alliance parce qu'il se construit sur un modèle ancien d'union au sommet qui tourne le dos au rassemblement nécessaire du peuple de France. Nous ajoutons qu'en enfermant le PCF dans un cartel de petites organisations, il l'éloigne de sa vocation à être un parti populaire, combatif, épine dorsale de toute la gauche.

Copyright © Le Vénissian

Il apparaît de plus en plus que le Front de Gauche est l'embryon d'une nouvelle force politique dans laquelle le PCF pourrait se fondre voire se réduire à un courant.

Cette thèse d'une nouvelle organisation politique est portée par des dirigeants du PCF depuis le congrès de Martigues. Récemment Marie-Georges Buffet déclarait : « Les élus du Front de gauche continueront à porter les programmes de notre campagne », évitant toute référence aux élus communistes et à leur originalité. Et elle n'a pas sursauté quand Jean-Luc Mélenchon a fait la proposition d'une candidature commune aux élections présidentielles de 2012.

Sur les listes du second tour, toute référence au PCF a disparu pour ne garder que le seul logo du Front de gauche et il y a fort à parier que les groupes communistes dans les assemblées régionales cèderont la place à des groupes Front de gauche.

Depuis plusieurs mois, le PCF est réduit par sa direction au rôle de cheville ouvrière du Front de gauche et son horizon se limite aux institutions. Cela lui tient lieu de stratégie et tous les efforts annoncés au congrès sur les questions d'organisation sont restées lettre morte. Les militants sont transformés en supplétifs de batailles électorales.

Localement, dans la diversité des situations, des militants font vivre leur Parti, mènent le débat idéologique, participent aux luttes, prennent des initiatives sur différents sujets. Mais cet effort n'est pas relayé au plan national et c'est donc l'effacement qui l'emporte.

Enfin, le Front de gauche devait parait-il permettre de s'émanciper du Parti socialiste. Force est de constater que dans la plupart des régions, aucune condition de programme n'a été mise à notre participation aux listes de gauche pas plus qu'aux exécutifs, à l'exception du Limousin ou du Nord-Pas-de-Calais. A-t-on à cette occasion débattu d'autre chose que de places éligibles ?

Tout cela réduit le Front de gauche à une force d'appoint du PS.

Il y a comme un parfum de gauche plurielle dans l'air !

Le PCF à la croisée des chemins

En 2009 et 2010, le PCF a fait le choix de ne pas se présenter sous ses couleurs à des scrutins nationaux.

Les communistes doivent regarder les choses en face : si l'existence du PCF ne peut se limiter à sa présence dans les élections et si l'avenir des exploités ne se limitera jamais aux moment électoraux, le refus d'affronter les échéances électorales sous ses couleurs aurait inéluctablement comme conséquence sa disparition en tant que parti politique. Ce n'est pas parce qu'en dehors de la proportionnelle intégrale tous les modes de scrutins sont malhonnêtes que nous devrions déserter le champ électoral.

Exister, c'est avoir le courage d'être présents dans toutes les échéances !

La direction du Parti voudrait nous imposer un congrès bâclé d'ici juin pour continuer cette ligne d'effacement du PCF jusqu'à une candidature unique aux présidentielles, imposer Pierre Laurent comme secrétaire national, museler l'indispensable débat entre communistes par un changement de statuts...

Ni les communistes, ni le peuple n'ont besoin d'un tel congrès qui conduirait tout droit à l'effacement du PCF de la vie politique nationale. C'est pourquoi nous demandons que le congrès soit différé pour donner aux adhérents le temps et les moyens de la réflexion et du débat démocratique.

Copyright © Le Vénissian

Les communistes ont besoin de s'armer idéologiquement dans une période d'affrontement de classe intense, de prendre des initiatives leur permettant d'être utiles au renforcement des luttes, de développer la solidarité internationale, de reconstruire l'organisation communiste au plus près des gens dans les entreprises et les quartiers populaires.

- Adressons-nous à ces millions de citoyens qui mesurent les méfaits du capitalisme mais ne nous identifient pas comme utiles pour résoudre les questions auxquelles ils sont confrontés.
- Gagnons notre légitimité dans les luttes pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat, de la retraite et des services publics.
- Prenons des initiatives pour construire la solidarité dans les cités populaires et faire reculer la misère. Attaquons le capitalisme au coeur en reconstruisant l'organisation communiste dans l'entreprise.
- Exigeons un référendum pour empêcher le coup d'état de Sarkozy contre la réforme des collectivités territoriales.

Plus que jamais, faisons vivre et renforçons le Parti communiste français.

Premiers signataires :

- Caroline Andréani, élue au conseil national (Seine-Saint-Denis)
- Eric Bacher (Corbeil-Essonnes, Essonne)
- Paul Barbazange, élu au conseil national (Hérault)
- Floriane Benoit, élue au conseil national (Isère)
- Anne-Célia Bensaloudji (Isère)
- Hugues Bousquet Conseil departemental de l'Hérault, section de Béziers
- Pascal Brula (Rhône)
- Marie-Christine Burricand, élue au conseil national (Rhône)
- Alain De Poilly, élu au conseil national (Val de Marne)
- Yvan Fayet (La Courneuve, Seine-Saint-Denis)
- André Gerin, député, élu au conseil national (Rhône)
- Gilles Gourlot (Paris 20e)
- Guy Jacquin (Ain)
- Robert Jean, section du Cap Corse (Fédération de Haute-Corse)
- Danielle Jean, section du Cap Corse (Fédération de Haute-Corse)
- Razika Kerchouni (Seine-Saint-Denis)
- Jean-Claude Kordé (Bas-Rhin)
- Bruno Maldonado (Saône et Loire)
- Pierre Martin (section de Villejuif, Val de Marne)
- Michel Mélinand (Val d'Oise)
- Jean-Pierre Meyer, élu au conseil national (Var)
- Pierre-Alain Millet (Rhône)
- Monique Pecastaing (Hérault)
- Françoise Pico (Fontaine, Isère)
- Gérard Réquigny, (Conseil départemental de Seine Saint-Denis)
- Laurent Richard (Isère)
- Laurent Santoire (Seine-Saint-Denis)
- Serge Truscello (section de Vénissieux, Rhône)
- Sylvie Truscello (Rhône)
- Yann Guillermoz, (Ain)
- Monique Pecastaing (Hérault)
- ..

Copyright © Le Vénissian